

<u>Procédure de sélection préalable pour l'exploitation d'un kiosque</u> <u>Avis de publicité</u>
--

Contexte réglementaire:

-Application de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 portant sur la mise en concurrence préalable à l'occupation du domaine public

-articles L.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques qui impose à l'autorité compétente d'organiser librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester et ce pour toute exploitation commerciale du domaine public.

Objet de la publicité :

Mise à disposition d'un kiosque de 16 m² place Alexandre Israël en vue d'accueillir un commerce de vente de gourmandises et friandises à usage exclusif de vente à emporter

Mode de passation : procédure de publicité et de sélection préalable en vue de l'établissement d'une concession d'occupation du domaine public à vocation économique pour la mise à disposition d'un kiosque, propriété de la collectivité et implanté place Alexandre Israël. Il ne s'agit ni d'un marché public ni d'une concession de travaux.

Emplacements proposés :

-kiosque de 16 m² permettant l'exploitation d'un commerce de vente de friandises et gourmandises à emporter situé place Alexandre Israël à Troyes (voir fiche technique jointe)

Durée de la mise à disposition :

-kiosque mis à disposition à compter du 1^{er} janvier 2027 pour une durée de 3 ans, pouvant être prorogée d'une année sur demande expresse du bénéficiaire du permis de stationnement.

-Le commerce ne pourra être fermé plus de 15 jours consécutifs sans pouvoir excéder 5 semaines par an

Conditions et Modalités d'exploitation du kiosque, propriété Ville de Troyes :

-Exploitation sur toute l'année pour la vente de gourmandises et friandises exclusivement. Toute restauration rapide de quelque nature que ce soit est interdite ;

-La collectivité fournit à l'occupant une installation équipée en alimentation d'eau et d'électricité et un branchement à l'assainissement. L'occupant paiera directement la consommation des fluides aux prestataires qu'il aura choisi.

-Aucune installation de terrasse ne sera autorisée sur le domaine public

-L'occupant s'engage à entretenir le kiosque et à respecter l'affectation des équipements. Il doit maintenir l'installation en bon état et assume seul, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudice quels qu'ils soient. Une convention de mise à disposition sera établie entre la Ville et l'occupant. En aucun cas, le permissionnaire ne pourra effectuer des travaux touchant à la superstructure du domaine public (scellement au sol de matériel, piquetage au sol, marquage au sol de toute sorte par exemple) sous peine de résiliation de l'autorisation

-Tarif plancher = 550,00 €/mois

Chaque candidat peut faire une proposition de redevance d'un montant supérieur (tarif/mois)

Le tarif sera révisé annuellement par décision du Conseil Municipal

-La convention sera conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. Elle est temporaire, donnée à titre précaire et révocable et strictement personnelle.

-Etat des lieux :

=> Un état des lieux du kiosque mis à disposition sera établi contradictoirement entre la Ville de Troyes et le titulaire de l'autorisation

=> Etat des lieux sortant : l'occupant devra laisser les lieux occupés en bon état d'entretien et de réparation. Un mois avant le jour de l'expiration de l'autorisation ou celui du départ en cas de départ anticipé, il sera procédé à un premier état des lieux lequel comportera le relevé des éventuelles réparations à effectuer incombant au titulaire de l'autorisation.

Au jour du départ du titulaire, il sera procédé contradictoirement à un état des lieux de sortie qui comportera le cas échéant le relevé des réparations, remises en état incombant au titulaire et non réalisées.

Dans l'hypothèse où l'état des lieux mentionnerait encore l'existence de réparations et/ou remises en état à la charge du bénéficiaire, la Ville procèdera au recouvrement auprès du bénéficiaire, sur présentation des factures, du montant des travaux qu'elle aura dû réaliser en lieu et place du bénéficiaire. En cas d'absence du bénéficiaire lors de l'état des lieux de sortie ou de refus de signature, les dispositions citées ci-dessus lui seront également applicables, après mise en demeure de s'exécuter restée infructueuse.

-La Ville de Troyes avertira le titulaire par tous moyens mis à sa disposition de la réalisation de travaux rendant impossible l'exploitation de la structure ou nécessitant son démontage. En cas d'interruption de l'exploitation inférieure à 15 jours, aucune exonération de redevance ne pourra être réclamée à la Ville du fait de cette interruption, ni évoquée une éventuelle perte d'exploitation.

-Le bénéficiaire prendra possession de la structure dans l'état où elle se trouve à la date de la visite obligatoire (valant état des lieux d'entrée). Il ne pourra exercer aucun recours, ni réclamer aucune indemnité, soit pour mauvais état du sol, pour raison de vice ou défauts apparents ou cachés ou défaut d'entretien.

-L'occupant sera présent aux heures d'ouverture au public. Le bénéficiaire est seul responsable de la sécurité et de la surveillance du kiosque.

-Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations de la structure et de l'ensemble des matériels nécessaires à l'exploitation de manière à ce qu'ils satisfassent aux impératifs de sécurité et à l'usage auxquels ils sont destinés.

-Propreté et entretien des lieux : le bénéficiaire s'engage à maintenir en parfait état d'entretien et de propreté l'emplacement mis à sa disposition et de ses abords immédiats. L'occupant sera tenu d'effectuer sans délai et à ses frais toutes remises en état ou adaptation des matériels et des équipements rendus nécessaires par l'évolution des réglementations et par l'usure due à l'utilisation normale des équipements.

Par ailleurs, tant le déversement d'huiles dans le réseau d'assainissement quelle que soit sa nature que l'abandon, le dépôt, le jet sur tout ou partie de la voie publique de matières ou détritiques, notamment d'origine animale ou végétale susceptibles de la souiller, de l'obstruer ou de provoquer des chutes est formellement interdit. Le bénéficiaire produisant ou détenant des déchets pouvant atteindre à l'environnement devra en assurer l'élimination par un organisme agréé.

-A tout moment pendant la durée de l'exploitation des espaces occupés, la Ville se réserve, sans préjudice du contrôle exercé par les services compétents, la possibilité d'exercer notamment un contrôle de l'entretien, un contrôle sanitaire ou encore un contrôle du respect de mesures de sécurité, de bruit ou un contrôle de la qualité des produits et prestations proposées. Tout obstacle à ce contrôle par le bénéficiaire de l'autorisation ou toute autre personne désignée par ses soins entraînera le retrait de l'autorisation.

-en cas d'absence du titulaire, le commerce pourra être exploité exceptionnellement par un membre de la famille

Résiliation :

La résiliation de la concession d'occupation du domaine public accordée pourra être prononcée par la Collectivité pour tout motif d'intérêt général faisant obstacle à la poursuite de ce dernier. La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le bénéficiaire du permis de stationnement ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 10 jours.

Par ailleurs, par lettre recommandée avec accusé de réception et après une mise en demeure restée infructueuse (le cas échéant), le permis de stationnement pourra également être résilié dans les cas suivants :

- de désordres, nuisances et plaintes provoqués par l'installation et les conditions d'exploitations ;
- cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition ;
- changement d'affectation ou utilisation différente (même provisoirement) de celle prévue au sein du permis de stationnement ;
- condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité ;
- infraction aux réglementations en vigueur ;
- non-paiement de la redevance aux échéances prévues ;
- inexécution ou manquement du permissionnaire à l'une des obligations prévues dans le permis de stationnement.

En revanche, le permis de stationnement sera résilié, de plein droit, dans les cas suivants :

- liquidation judiciaire du bénéficiaire du permis de stationnement ;
- condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité.
- décès du bénéficiaire de l'autorisation.

La résiliation, quel que soit le motif, n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du bénéficiaire du permis de stationnement.

La redevance prévue reste due dès l'engagement de l'occupant et ce pour la durée de l'occupation. L'occupant qui cesse son activité ne pourra donc se prévaloir auprès de la collectivité d'aucune demande de révision des conditions tarifaires.

En cas de maladie ou d'indisposition momentanée et justifiée de plus de 15 jours ne permettant plus l'exploitation de l'emplacement, les mesures mises en place pour pallier ce dysfonctionnement et assurer la continuité de service devront être proposées à la Ville sous 8 jours pour la période prévisible de l'indisponibilité. En dehors des cas de force majeure, la redevance reste due pour les périodes d'inactivité.

Toutes ces dispositions seront mentionnées dans le permis de stationnement qui sera délivré au bénéficiaire lequel le liera contractuellement à la Ville.

Procédure de publicité :

Publicité passée via le site internet de la Ville de Troyes

Pièces à transmettre avec le dépôt de la candidature :

Copie Pièce d'identité de l'exploitant

Un relevé d'identité bancaire au nom du bénéficiaire exploitant

Une attestation d'assurance en cours de validité garantissant les risques liés à son activité et notamment les dommages causés aux tiers

Extrait K-bis de moins de 3 mois ou un extrait du registre de métiers ou une déclaration d'auto entrepreneur + SIRET

Critère de sélection /emplacement :

-nature et qualité des produits mis à la vente (sur 5 points) : le candidat fournira un descriptif précisant la nature/la diversité/la variété des produits proposés en fonction des saisons et la qualité artisanale et la provenance des produits.

-jour d'ouverture et amplitude horaire (sur 3 points) : le candidat indiquera les possibilités maximales d'ouverture du kiosque au public sur la semaine et sur les créneaux horaires, en sachant que l'occupant s'engage à ouvrir son commerce au minimum*en période hivernale de 13h30 à 19h00 et *en période estivale de 12h à 20h00.

-redevance (sur 2 points) : montant au-delà du tarif plancher proposé par le candidat, étant précisé que le tarif plancher est noté 0 point. Les offres des candidats d'un montant supérieur seront départagées proportionnellement à leur écart, l'offre la plus élevée étant notée sur 3 points.

Si l'application des critères fait apparaître deux fois la même note, il sera fait application du critère « dépôt des candidatures » pour départager les candidats c'est-à-dire que la date et l'heure de l'offre présentée primera.

-une même entreprise ne peut être lauréate de plus de 2 dépendances domaniales dont l'occupation et l'utilisation sont soumises à une procédure préalable de mise en concurrence.

Date limite de réception des dossiers de candidature : le vendredi 9 octobre 2026 à 17h00

Dépôts des dossiers :

Le dépôt des dossiers se fera aux jours et heures d'ouverture du service Occupation du Domaine Public (du lundi au vendredi de 8h30-12h00-13h30-17h30) contre récépissé de dépôt ou par lettre LRAR. Il pourra également se faire par courriel (commerce-artisanat@ville-troyes.fr) étant précisé que seront pris en compte la date et l'heure de réception effectifs sur cette boîte mail.

Renseignements et visites :

Les renseignements relatifs à cette procédure pourront être obtenus auprès de la
Direction Occupation du Domaine Public – Commerce - Animations
Service Occupation du domaine public
Hotel de Ville
7 rue Aristide Briand
Tel : 03.25.42.68.34

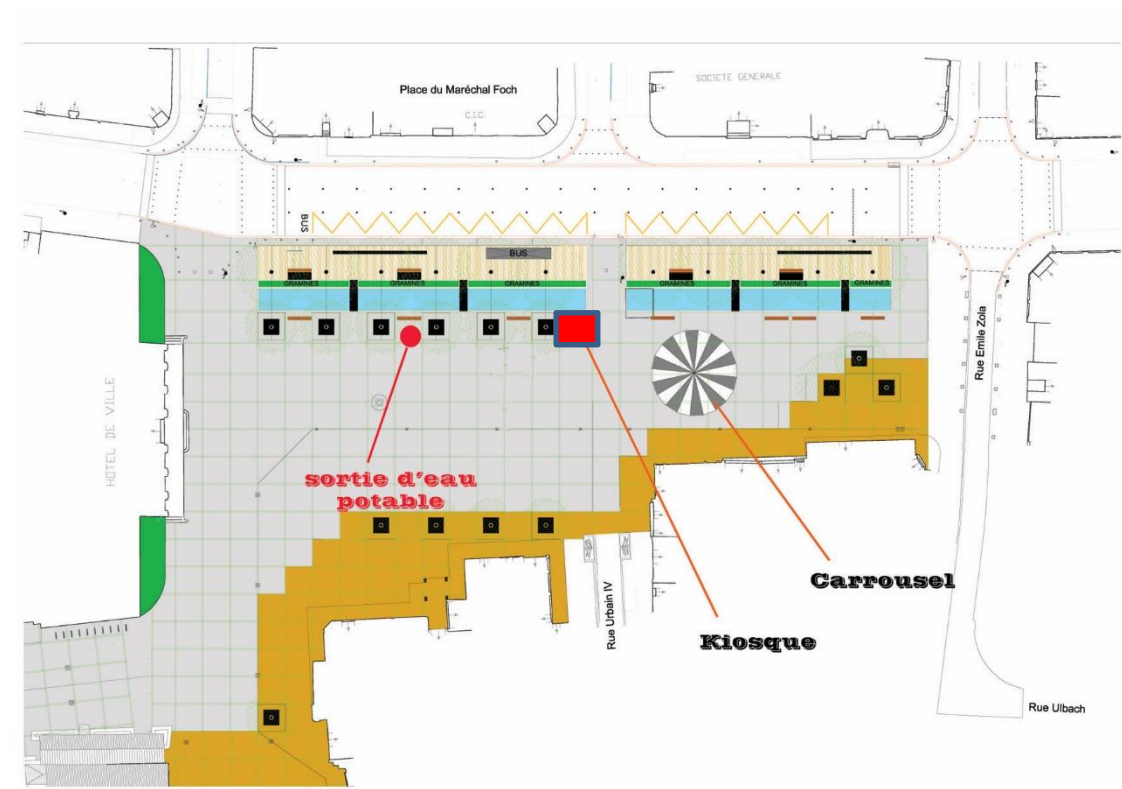
Une visite du site pourra être organisée sur demande du candidat en amont du dépôt de la candidature et de l'offre.

Après sélection, une visite sera imposée par le service Occupation du Domaine Public avant l'exploitation effective du kiosque par le candidat.

FICHE TECHNIQUE

KIOSQUE :

Place Alexandre Israël



Kiosque à exploiter sur l'année

Emprise totale = 16 m²

Longueur = 4 m

Profondeur = 4 m

Electricité = pose, dépose et consommation à la charge de l'exploitant

Puissance = 22 KWA

